

III

Ordonnance du DFEP sur le contrôle des produits chimiques utilisables à des fins civiles et militaires

**(Ordonnance du DFEP sur le contrôle des produits chimiques,
OCPCh-DFEP)**

du 12 septembre 1997

Le Département fédéral de l'économie publique,

vu les articles 3 et 22 de l'ordonnance du 3 septembre 1997¹⁾ sur le contrôle des produits chimiques (OCPCh),

arrête:

Article premier Tableaux de produits chimiques

Les produits chimiques mentionnés dans l'annexe sont assujettis à l'OCPCh.

Art. 2 Licence générale d'exportation

L'Office fédéral des affaires économiques extérieures peut octroyer une licence générale d'exportation (LGE) pour l'exportation de produits chimiques des tableaux 2 et 3 de l'annexe si ces produits chimiques sont destinés à des utilisateurs finaux ayant leur siège ou leur domicile dans un des Etats parties à la Convention du 13 janvier 1993²⁾ sur les armes chimiques (CAC).

Art. 3 Conditions régissant l'octroi de la LGE

¹⁾ La LGE est octroyée à une personne physique ou morale:

- a. si elle est inscrite dans un registre du commerce en Suisse ou au Liechtenstein, et
- b. si elle-même ou ses organes n'ont pas été condamnés, pendant les deux années ayant précédé la présentation de la demande, pour infraction:
 1. à la loi du 13 décembre 1996³⁾ sur le contrôle des biens,
 2. aux dispositions en matière d'exportation, d'importation ou de transit de la loi fédérale du 13 décembre 1996⁴⁾ sur le matériel de guerre, de la loi fédérale du 25 juin 1982⁵⁾ sur les mesures économiques extérieures ou de la loi du 23 décembre 1959⁶⁾ sur l'énergie atomique;

RS 946.202.211

¹⁾ RS 946.202.21; RO 1997 2090

²⁾ RS ...; RO 1997 ... (FF 1994 III 1)

³⁾ RS 946.202; RO 1997 1697

⁴⁾ RS 514.51; RO ... (FF 1996 V 966)

⁵⁾ RS 946.201

⁶⁾ RS 732.0

3. à l'arrêté fédéral du 7 octobre 1994¹⁾ concernant l'exécution de la CAC, ou
4. à l'ordonnance du 12 février 1992²⁾ sur l'exportation et le transit de marchandises et de technologies ayant trait aux armes ABC et aux missiles.

² Le requérant doit:

- a. démontrer de manière crédible que les activités de l'utilisateur final sont compatibles avec la CAC;
- b. assurer une exécution réglementaire des affaires transfrontalières, et
- c. assurer qu'un contrôle interne fiable est effectué dans l'entreprise lors de l'exportation des produits chimiques concernés.

Art. 4 Charges

¹ Le détenteur d'une LGE doit en indiquer le numéro (n° LGE) sur la déclaration douanière. Dans le cas de la procédure simplifiée, les mentions «licence d'exportation accordée» ou «licence d'exportation non nécessaire» sur la déclaration de douane sont suffisantes.

² Le détenteur d'une LGE doit en outre:

- a. faire figurer sur les documents commerciaux, tels que confirmations de commandes ou factures, relatifs à l'exportation, l'indication suivante: «Ces biens sont assujettis aux contrôles internationaux à l'exportation», ou une mention de contenu équivalent et
- b. conserver tous les documents nécessaires à l'exportation, pendant cinq ans après la date du dédouanement, et les remettre sur demande aux autorités compétentes.

Art. 5 Interdiction de la transmission et durée de validité

¹ Une LGE n'est pas transmissible.

² Elle est valable deux ans.

Art. 6 Retrait

Le service habilité à délivrer les permis retire la LGE si les circonstances de son octroi ne sont plus remplies ou si les conditions et les charges dont elle est assortie ne sont pas respectées.

Art. 7 Abrogation du droit en vigueur

L'ordonnance du DFEP du 10 décembre 1996³⁾ sur le contrôle des produits chimiques est abrogée.

¹⁾ RS 515.08

²⁾ RS 946.225; RO 1997 506

³⁾ RO 1997 33

Art. 8 Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} octobre 1997.

12 septembre 1997

Département fédéral de l'économie publique:
Delamuraz

N39464